



La Commune



Prélude à la démolition

CCSA

Depuis plusieurs mois, les habitants du quartier " Alouettes-Jardin " savent que la municipalité et le principal Office public d'habitation veulent imposer un premier plan de démolition de 543 HLM. Dans le même temps, la dégradation de la cité et des logements connaît une brusque aggravation. Ascenseurs hors services, infiltrations d'eau dans les logements, allées non salées en cas de neige, radiateurs vétustes qui ne chauffent plus. C'est le prélude à la démolition.

Comme toujours, l'OPH Logial (anciennement OHSA) laisse pourrir les réclamations des locataires et des familles. Plus que jamais, le bailleur " social " fait des économies sur le dos des gens. Les premières victimes de cette cure d'austérité sont les personnes âgées et les personnes malades.

" Humidité hors norme "

Parmi ces personnes, Mauricette, 75 ans, aide-soignante de l'AP/HP en retraite, s'est adressée au directeur général de Logial le 21 novembre dernier, en ces termes : " Permettez-moi de solliciter votre aide à la suite des problèmes de chauffage que je rencontre depuis plusieurs années dans mon appartement et qui se sont considérablement aggravés ces dernières semaines. Ces défauts ont entraîné une humidité hors-norme dans mon appartement, provoquant des moisissures que je supporte de plus en plus difficilement (allergies). Dans le même temps, les fenêtres ne sont plus étanches, des fissures extérieures sont apparues et en dépit des soins que j'y apporte, mon logement se dégrade. "

" Le mépris de l'office à l'égard des locataires "

Aucune suite n'ayant été donnée à sa requête, Mauricette Egée a fait circuler une pétition dans sa cage d'escalier, recueillant une vingtaine de signatures de locataires dont le chauffage fonctionne mal. " Je ne pensais pas devoir me remettre à militer à mon âge mais le mépris de l'Office à l'égard des locataires m'y incite fortement. " (Mauricette est adhérente du CCSA). Elle précise : " ainsi dans mon immeuble, une personne est sans radiateur dans sa chambre à coucher et sa salle à manger suite à une fuite. Voilà 8 mois qu'elle attend leur remplacement ". Dans la cage d'escalier voisine, les habitants sont privés d'ascenseurs pendant six jours de 9 heures à 20 heures. Le tout, sur 22 étages. Cette immobilisation des deux ascenseurs s'est faite au mépris des personnes en traitement contre le cancer, des femmes enceintes, des personnes âgées qui doivent subir cette situation. Le problème de chauffage est parmi les plus graves. L'OPH ne veut pas remplacer des radiateurs qui ne fonctionnent plus parfois depuis des années. La santé des nourrissons et des personnes souffrant de maladies respiratoires, des personnes âgées.

" allégations mensongères " ?

Dans ces conditions, le CCSA entend aider les locataires à se regrouper, à ne pas rester seuls face au bailleur qui ne respecte pas leurs droits ; les droits que leur bail leur reconnaît et ceux que la loi leur reconnaît. Les interventions par tracts du CCSA ont conduit la direction de l'OPH à écrire une lettre à tous les locataires pour " répondre aux allégations mensongères de certains détracteurs " et les assurer que Logial est " loin de vouloir faire des économies ", qu'il " n'a jamais délaissé ses locataires et souhaite répondre au mieux à leurs attentes ". " Je réaffirme par la présente notre souhait de traiter toutes les demandes dans les meilleurs délais ", lit-on encore dans cette lettre. Que du bonheur, en somme.

En outre, les habitants savent bien, pour le subir chaque jour, que la dégradation de leurs conditions de logements n'est pas " une allégation " mais une réalité.

" Des économies sur notre dos "

Dans son dernier communiqué le CCSA affirmait en effet : " LOGIAL OPH fait des économies sur notre dos à nous, les locataires. LOGIAL OPH ne veut pas entretenir des immeubles car il veut les démolir. LOGIAL OPH ne veut pas remplacer les radiateurs qui ne fonctionnent plus dans les immeubles qu'il promet de réhabiliter et dans la Barre Jardin qu'il veut faire sauter ! " Les locataires réunis à l'initiative du CCSA le 9 janvier pour se défendre ont décidé de " prendre au mot " les belles paroles du bailleur. Dans un courrier collectif à Logial, ils écrivent " Nous prenons acte que vous souhaitez traiter toutes les demandes dans les plus brefs délais, que, loin de vouloir faire des économies, vous souhaitez répondre au mieux à nos attentes. Dans cet esprit nous vous demandons en conséquence : le remplacement immédiat des radiateurs qui ne fonctionnent pas, le remboursement des frais d'électricité dus à l'utilisation de chauffages d'appoint, le remboursement des charges indues du fait du manque de chauffage et d'ascenseurs HS (...). " Affaire à suivre.

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN POSITION DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
